

BACCALAURÉAT TECHNOLOGIQUE
SCIENCES ET TECHNOLOGIES DE LA SANTÉ ET DU SOCIAL

SCIENCES ET TECHNIQUES SANITAIRES ET SOCIALES

Épreuve ÉCRITE

Durée : 3 heures

Coefficient : 7

L'usage de la calculatrice n'est pas autorisé.

Aucun document n'est autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet et que toutes les pages sont imprimées.

Si le sujet est incomplet, demandez-en immédiatement un nouvel exemplaire aux surveillants.

Ce sujet comporte 9 pages

Les politiques sociales en France

- QUESTION 1 :** Justifier la nécessité de la mise en œuvre des politiques sociales.
- QUESTION 2 :** À partir de l'exemple de certains besoins spécifiques des familles monoparentales, montrer la diversité et la complémentarité des acteurs chargés de la mise en œuvre des politiques sociales.
- QUESTION 3 :** Présenter les intérêts et les limites des politiques sociales conduites sur le territoire communal.

LISTE DES ANNEXES

- ANNEXE 1 :** Nombre de personnes non ou très mal logées, Observatoire des inégalités, 5 février 2009.
- ANNEXE 2 :** L'exclusion par l'écrit, Observatoire des inégalités, 24 octobre 2005.
- ANNEXE 3 :** CHARDON Olivier, DAGUET Fabienne, VIVAS Emilie, les familles monoparentales, des difficultés à travailler et à se loger, Enquêtes et études démographiques, INSEE, 2005, disponible sur : <http://www.insee.fr>.
- ANNEXE 4 :** Taux de chômage selon l'âge et le sexe, INSEE, enquête emploi 2^{ème} trimestre 2009.
- ANNEXE 5 :** Taux de départ en vacances selon la catégorie sociale, INSEE, enquête permanente sur les conditions de vie, 2004.
- ANNEXE 6 :** Obtention du baccalauréat selon la catégorie sociale et la génération, Ministère de l'Éducation, l'état de l'école 2007.
- ANNEXE 7 :** L'accès aux soins des plus pauvres, Observatoire des inégalités, le 22 novembre 2007.
- ANNEXE 8 :** La pauvreté en France, Observatoire des inégalités, le 16 octobre 2008.
- ANNEXE 9 :** Les familles monoparentales en France, Anne EYDOUX, Marie-Thérèse LETABLIER, Centre d'Études de l'Emploi juin 2007.
- ANNEXE 10 :** Familles et villes – les municipalités et leurs politiques sociales et familiales, extrait de « Informations sociales » n° 130, mars 2006, Daniel ZIELINSKI, délégué général UNCCAS.

BARÈME		
Question 1	:	8 points
Question 2	:	7 points
Question 3	:	3 points
Qualités rédactionnelles	:	2 points

ANNEXE 1

Nombre de personnes non ou très mal logées.

Sans domicile fixe	100 000
Personnes privées de domicile personnel	493 500
• Dont résidence principale en chambre d'hôtel	50 000
• Dont habitat de fortune (cabanos, constructions provisoires)	41 400
• Dont personnes vivant en camping et en mobil home	100 000
• Dont personnes hébergées chez des tiers (dans des conditions de logement très difficiles)	150 000
• Dont personnes en structures d'hébergement et d'insertion (CHRS, résidences sociales...)	152 100
Personnes vivant dans des conditions de logement très difficiles (logements inconfortables ou de mauvaise qualité)	2 044 000
Personnes en situation d'occupation précaire	861 300
• Dont locataires ou sous locataires d'un meublé	640 300
• Dont personnes occupant un logement (sans droit ni titre) suite à une décision de justice prononçant l'expulsion	221 000
TOTAL	3 498 800

Source : Observatoire des inégalités, le mal logement en 2009, daté du 5 février 2009.

ANNEXE 2

L'exclusion par l'écrit.

9 % des personnes ayant été scolarisées en France sont proches de l'illettrisme

Cette étude qui combine les données dans trois domaines de l'écrit (lecture de mots, compréhension d'un texte simple, production de mots écrits) montre notamment que les résultats en lecture sont très fortement liés aux langues utilisées durant l'enfance. Ainsi, 60 % des personnes scolarisées dans une autre langue que le français hors de France connaissent des difficultés « graves » ou « assez fortes ». Par ailleurs, les hommes se trouvent plus souvent en difficulté face à l'écrit que les femmes. Les jeunes de 18 à 29 ans obtiennent les meilleurs résultats.

Source : Observatoire des inégalités, difficultés scolaires, daté du 24 octobre 2005.

ANNEXE 3

Les familles monoparentales

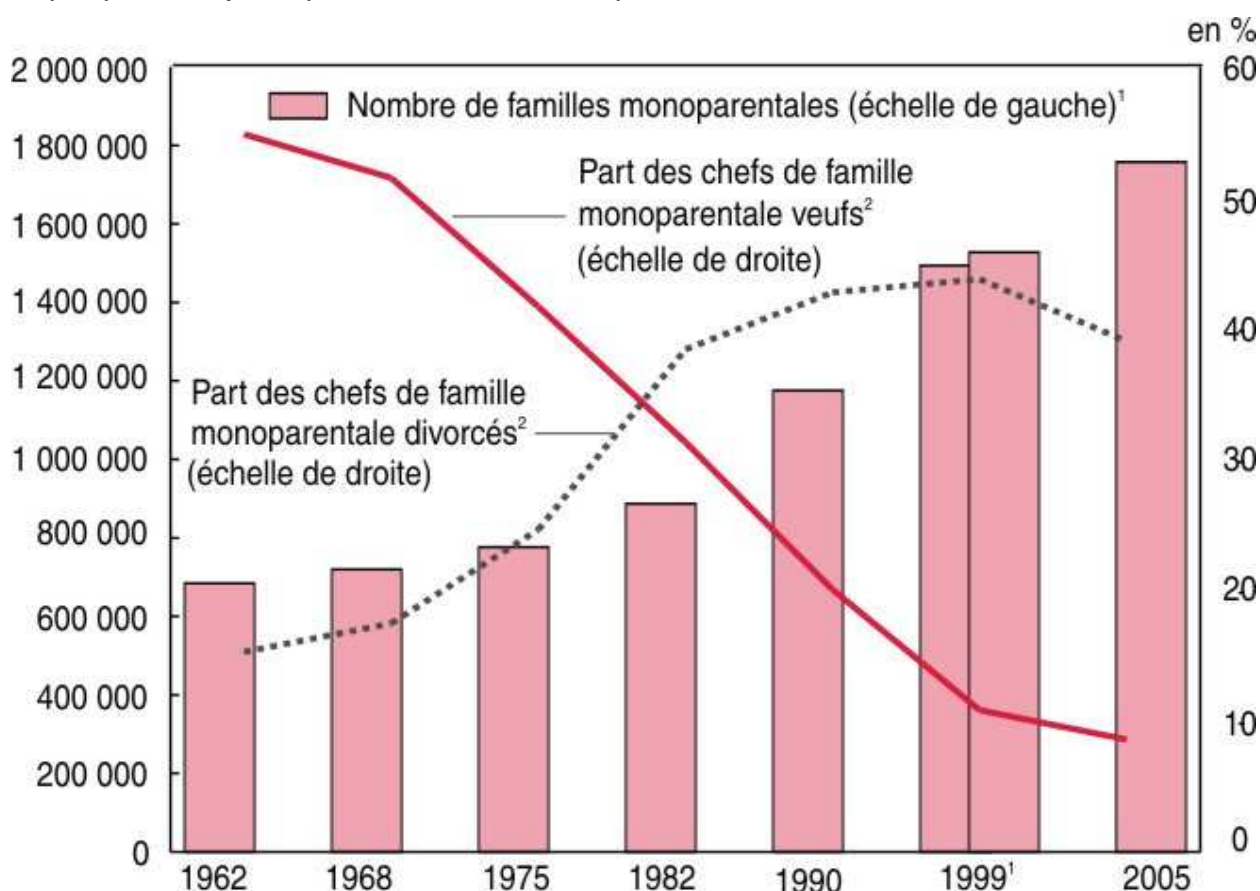
Des difficultés à travailler et à se loger

Olivier Chardon, Fabienne Daguet, Émilie Vivas, division Enquêtes et études démographiques, Insee

Résumé

En 2005, 1,76 million de familles sont composées d'enfants de moins de 25 ans et d'un seul parent, leur mère le plus souvent. Depuis les années soixante, la part des familles monoparentales ne cesse de grandir du fait de la fragilité accrue des unions parentales. Seule la moitié des mères de famille monoparentale occupent un emploi à temps complet, alors qu'elles fournissent en général l'essentiel des revenus du ménage. Les familles monoparentales vivent dans des conditions de logement plus difficiles et plus fragiles que les couples avec enfants. Elles sont moins souvent propriétaires. Signe des difficultés à vivre seul avec des enfants, 10 % de ces familles partagent leur logement avec d'autres personnes, habituellement un parent.

Graphique : Toujours plus de familles monoparentales



Champ : France métropolitaine, ménages ordinaires, familles avec enfants de moins de 25 ans.

Source : Insee, recensements de la population de 1962 à 1999, enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2007.

1. À partir de 1999, l'âge des enfants est l'âge révolu à la date du recensement, alors que lors des recensements précédents il s'agissait de l'âge atteint l'année du recensement. En 1999, il y a 34 000 familles avec enfant de 0 à 24 ans de plus en utilisant l'âge révolu plutôt que l'âge atteint dans l'année.

2. Il s'agit de la situation matrimoniale légale et non de la situation de fait. Un adulte d'une famille monoparentale auparavant en couple non marié reste légalement célibataire après une séparation ou le décès du conjoint.

Site internet de l'INSEE,
<http://www.insee.fr>, consulté le 10 octobre 2009.

ANNEXE 4

Taux de chômage selon l'âge et le sexe (en %).

ENSEMBLE	9,1
15-24 ans	23,9
25-49 ans	8,1
50 ans ou plus	6,0
HOMMES	8,8
15-24 ans	24,7
25-49 ans	7,5
50 ans ou plus	5,8
FEMMES	9,4
15-24 ans	22,8
25-49 ans	8,7
50 ans ou plus	6,3

Source : INSEE, enquête emploi 2^{ème} trimestre 2009, France métropolitaine.

ANNEXE 5

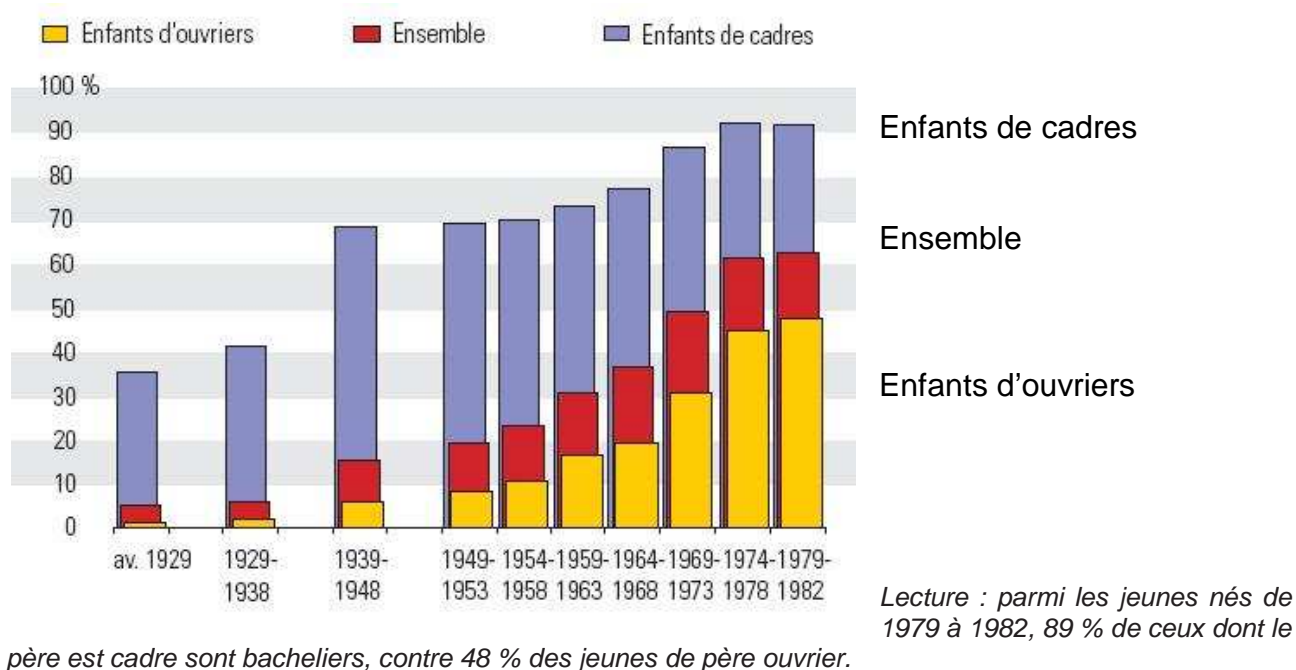
Taux de départ en vacances selon la catégorie sociale (en %).

	1994	2004
Agriculteurs	24	38
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	57	67
Cadres, professions intellectuelles supérieures	86	90
Professions intermédiaires	80	78
Employés	65	63
Ouvriers	48	48
Retraités	48	53
Autres inactifs	60	66
Total	62	65

Source : Insee – Enquête Permanente sur les conditions de vie (EPCV) 2004.

ANNEXE 6

Obtention du baccalauréat selon la catégorie sociale et la génération.



Source : Ministère de l'Éducation, l'état de l'école 2007 – d'après une enquête sur les qualifications, formations professionnelles et l'emploi réalisée par l'INSEE.

ANNEXE 7

L'accès aux soins des plus pauvres

Les personnes les plus pauvres consultent plus rarement un médecin ou un spécialiste. 22 % d'entre elles, contre 7 % du reste de la population, n'ont pas de couverture complémentaire.

Les personnes à bas revenus consultent plus rarement un médecin ou un spécialiste. Parmi celles âgées de moins de 50 ans, 21 %, contre 17 % du reste de la population, n'ont pas consulté de médecin généraliste au cours de l'année précédant l'enquête de l'Insee. La proportion est de 53 % quand il s'agit de spécialistes, contre 40 % pour les autres personnes.

Les plus pauvres perçoivent leur état de santé de façon plus négative que le reste de la population. Ils utilisent moins que les autres la médecine de ville, mais plus l'hôpital. De plus, la prévention et le dépistage sont des pratiques beaucoup moins répandues parmi les personnes les plus pauvres.

Les enfants des ménages à bas revenus n'ont pas le même accès aux soins que le reste de leurs camarades : 58 % n'ont pas eu de visite chez un spécialiste contre 41 % du reste de la population infantine.

Source : Observatoire des inégalités - le 22 novembre 2007.

ANNEXE 8

La pauvreté en France.

La France compte entre 4 et 8 millions de pauvres selon la définition adoptée...

L'état des lieux :

Selon la définition de la pauvreté utilisée (seuil à 50 % ou à 60 % du niveau de vie médian), la France comptait en 2006 entre 4,2 et 7,9 millions de personnes pauvres. La part de personnes pauvres est comprise entre 7,1 et 13,2 %.

Une frange considérable de la population manque de ressources. Il ne s'agit pas (dans la plupart des cas) de dénuement total, comparable à ce que l'on rencontre dans les pays les plus pauvres. Il n'empêche que des millions d'enfants, d'hommes et de femmes vivent à l'écart des normes de la société. Ils n'aspirent pas seulement à manger, mais à avoir un logement décent, à étudier ou à travailler, à se soigner... comme les autres. Cette pauvreté suscite l'indignation dans tous les milieux sociaux, mais elle est souvent déconnectée de la question des inégalités de façon générale.

La tendance longue :

La pauvreté a baissé des années 70 au milieu des années 90, et est ensuite restée relativement stable. On n'assiste pas à une explosion de la misère mais à un arrêt des progrès. En outre, la pauvreté change de visage, en frappant davantage les jeunes, les familles monoparentales, une partie des salariés les plus précaires et les chômeurs mal indemnisés.

L'évolution récente :

En considérant les données 2005 et 2006 de l'Insee tirées d'une nouvelle série qui intègre les prestations sociales réelles (et non plus estimées) et une prise en compte plus complète des revenus des produits financiers, le taux de pauvreté stagne (13,1 % en 2005 et 13,2 % en 2006). Depuis, la situation de l'emploi s'est améliorée et le nombre de Rmistes a diminué. Les années 2007 et 2008 ne seront pas nécessairement marquées par une hausse de la pauvreté. Encore faut-il mesurer la qualité des emplois (certains sont rémunérés à un niveau inférieur au seuil de pauvreté) et ne pas oublier que la situation d'un grand nombre de personnes pauvres ne dépend en rien de celle de l'emploi (personnes âgées, enfants, handicapés, etc.).

Source : Observatoire des inégalités, le 16 octobre 2008.

ANNEXE 9

Les familles monoparentales en France

Ce rapport explore la catégorie des « familles monoparentales », la diversité des situations qu'elle recouvre, et les défis qu'elle pose à l'heure actuelle aux politiques publiques. La diversification des trajectoires familiales a fragilisé certaines familles, et tout particulièrement les familles dites « monoparentales », particulièrement concernées par la pauvreté et la précarité de l'emploi et des conditions de vie. Importé en France dans les années 1970, le concept de « famille monoparentale » émerge comme catégorie des politiques familiales et sociales. Statistiquement, les familles monoparentales sont définies par l'INSEE comme constituées d'une mère ou d'un père de famille sans conjoint avec un ou plusieurs enfants. Les familles monoparentales constituent une population en forte augmentation, et ce faisant, la proportion d'enfants vivant dans de telles familles croît constamment. Mais ces familles se caractérisent par une grande diversité, et leur structure a profondément changé, puisque une large partie d'entre elles sont dues à une séparation et non plus au veuvage comme dans le passé. Certaines familles monoparentales se distinguent par un cumul de vulnérabilités : jeunesse du parent et de ses enfants, faible niveau de formation et de qualification, faible revenu, mauvaises conditions de logement, forte exposition au chômage à la précarité de l'emploi. Le risque de pauvreté est donc élevé pour ces familles, d'autant plus que le lien à l'emploi est faible et souvent problématique, ou que les parents sont faiblement qualifiés, compte tenu de la faible qualité des emplois auxquels ils peuvent prétendre, et compte tenu aussi des difficultés qu'ils rencontrent pour faire garder leurs enfants. Les politiques publiques ont cherché à s'adapter à la diversification des formes familiales et ont mis en oeuvre des dispositifs de soutien aux familles monoparentales, non seulement sous forme de prestations et d'allocations mais également sous forme d'aides au recouvrement des pensions familiales ou à la pacification des conflits parentaux. Toutefois, ces politiques doivent repenser leur action pour limiter l'appauvrissement d'une partie croissante de ces pauvres et se trouvent confrontées à de nouveaux défis, comme en témoignent les récents rapports publics et les propositions qu'ils formulent.

Anne EYDOUX, Marie-Thérèse LETABLIER,
avec la collaboration de Nathalie GEORGES,
rapport de recherche, les familles monoparentales en France,
Centre d'Études de l'Emploi, juin 2007.

Familles et villes – les municipalités et leurs politiques sociales et familiales.

Le rôle des CCAS

[...]

Le Centre communal d'action sociale (CCAS), au-delà de l'obligation légale d'instruire les demandes d'aide sociale qui lui sont adressées, "anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune, en liaison étroite avec les institutions publiques et privées".

Cette mission généraliste lui donne une marge de manœuvre assez large dans le choix des actions qu'il sera susceptible de réaliser en faveur des familles au sein de la cité. En cela, il définit sa propre politique d'action sociale, en lien toutefois avec ses partenaires, notamment grâce à une Analyse des besoins sociaux (ABS) devant servir de fondement à la mise en oeuvre d'un ensemble de projets dont le but est de répondre aux besoins des usagers et, parmi eux, des familles.

Entre prévention et développement social

À ce titre, le CCAS peut créer ou gérer divers établissements et services sociaux et médico-sociaux en direction des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes en situation de précarité, etc., mais aussi, bien sûr, des structures d'accueil de la petite enfance.

De plus, sa localisation en centre-ville lui permet de jouer pleinement son rôle de guichet de proximité. Dès lors, entre prévention et développement social, on peut attendre du CCAS un triple rôle en faveur des familles.

Tout d'abord un rôle d'écoute, d'information, d'orientation et de conseil. Le CCAS doit être en mesure d'apporter des solutions adaptées à divers problèmes de la vie quotidienne des habitants ; cette mission est d'autant plus importante qu'elle s'exerce dans un contexte de profondes mutations socio-économiques (isolement, augmentation du nombre de familles monoparentales, dégradation du lien social, développement des emplois précaires, horaires de travail décalés, etc.). Ce contact privilégié avec les familles peut parfois déboucher sur une aide à la parentalité dans le cadre de lieux d'accueil parents-enfants.

Ceci suppose ensuite une coordination des partenaires institutionnels et associatifs. Qu'il s'agisse des services du conseil général, des services de la ville, de la CAF mais aussi des associations, les partenaires du CCAS ne manquent pas, a fortiori en ville où les services à la population sont les plus développés. De même, il n'est pas rare que les CCAS soient associés aux « Points info famille », ces guichets uniques d'information lancés par la conférence de la famille de 2003 et qui contribuent au travail en réseau.

Le CCAS joue enfin un rôle clé en direction des familles via la gestion de centres de loisirs sans hébergement mais aussi par la gestion de structures d'accueil de jeunes enfants. Selon une étude réalisée par l'UNCCAS(1) en avril 2005 auprès d'un tiers de ses adhérents, les CCAS interrogés seraient deux fois moins nombreux que les communes à gérer des équipements petite enfance mais le nombre de places géré par les CCAS serait supérieur à celui géré par les municipalités (en moyenne 111 places contre 54). Il s'agit en priorité des crèches familiales, des structures multi-accueil, preuve s'il en est du besoin de souplesse exprimé par les familles. Les structures petite enfance jouent un rôle essentiel notamment dans l'accueil des enfants issus de l'immigration, où un travail avec les parents s'impose d'autant plus, comme facteur d'intégration de la famille dans le quartier, et de l'enfant dans la structure. De manière générale, la présence des services déconcentrés du CCAS notamment dans les quartiers auprès des familles en difficulté constitue un facteur déterminant de cohésion sociale.

Extrait de « Informations sociales » n°130, mars 2006, Daniel ZIELINSKI – délégué général UNCCAS.

(1) UNCCAS : Union Nationale des Centres Communaux d'Action Sociale.